

Les Rencontres de Lurais



APPEL DES RÉPUBLICAINS DE GAUCHE POUR UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL FRANÇAIS ET EUROPÉEN

Pour célébrer le 220ème anniversaire de la première République, des républicains de gauche se sont réunis à LURAIS, dans l'Indre, les 21, 22 et 23 septembre, afin de débattre de l'avenir de la Gauche française dans ce contexte de crise économique et sociale européenne sans précédent.

Venus de divers horizons, des organisations du Front de gauche (notamment de République & Socialisme et du Parti de Gauche), du Mouvement Républicain et Citoyen, de Résistance Sociale, du Parti Socialiste, militants engagés dans des collectifs de défense du service public, syndicalistes ou simplement femmes et hommes de gauche, ayant tous appelé à voter François HOLLANDE au second tour de l'élection présidentielle, ils ont débattu fraternellement de leur vision de l'état de la France et de l'Europe aujourd'hui et des conséquences sociales de la ratification du traité budgétaire européen.

Ils affirment leur attachement au rejet par le Parlement, en octobre, de ce traité. Cette décision devrait être confiée directement au peuple souverain par référendum car ce traité aura des répercussions sur sa vie quotidienne en installant durablement l'austérité et la récession généralisée dans le pays. Ils déplorent enfin que le Président de la République ne tienne pas sa promesse de renégocier ce traité.

Comme Jaurès, patriotes républicains et internationalistes, ils refusent la dépossession des pouvoirs du Parlement que la ratification de ce traité entraîne, ne permettant plus aux peuples, à travers leurs représentations nationales et démocratiques, d'être maîtres de leur propre budget qui sera soumis au contrôle-sanction de technocrates européens.

Ils s'inquiètent que le nouveau gouvernement ne prenne pas la mesure des risques graves qu'encourt la société française, après la présidence autocratique néolibérale de Nicolas SARKOZY qui a aggravé la récession, d'une montée puissante des communautarismes, de l'hyper-individualisme et d'un nationalisme exacerbé, terreau de prospérité du Front National.

Lucides sur la nécessité de trouver une solution durable à cette crise économique des dettes publiques et de l'euro, au-delà de la question de la nécessité ou non de garder une monnaie unique, ils se posent celle du fondement du système économique et financier européen : l'emprunt obligatoire sur les marchés, prêt sans intérêt aux banques non aux états, concurrence libre et non faussée à l'échelle européenne comme mondiale ...

Une politique alternative doit être mise en place privilégiant les peuples à la finance, les solidarités nationales, internationales et générationnelles, le bien-être social, l'émancipation des femmes, la santé, l'éducation, la recherche...

Cette remise en cause d'un plan d'ajustement structurel drastique sous l'autorité de la BCE, de la Commission Européenne, du FMI, des agences de notation et des banques **ne se réalisera pas sans de durs combats** pour inverser le rapport de force actuellement en faveur du libéralisme économique qui préside au fonctionnement du système européen depuis son origine. **Dans ce but, ils estiment nécessaire une mobilisation des peuples de l'Europe.**

S'ils saluent la volonté affichée du gouvernement actuel de travailler au redressement industriel du pays, ils constatent la poursuite des plans sociaux et souhaitent une urgente traduction législative **d'interdiction des licenciements boursiers et la mise en œuvre d'une politique de sauvegarde des emplois.**

Dans ce cadre, ils s'organiseront pour développer leurs idées, leur militantisme et leur soif de justice sociale afin de proposer la construction d'un nouveau contrat social qui pourrait être le départ, **loin de tout enjeu de pouvoirs, d'un cadre fondateur d'une gauche française rassemblée autour d'un véritable projet de progrès social.**

Ils organiseront des rencontres décentralisées sur ce thème et dans un avenir plus court appellent tous les Français à se mobiliser pour participer à la manifestation unitaire du dimanche 30 septembre et dire NON à la ratification du pacte budgétaire européen.

Premiers signataires : Françoise Dal, Marinette Bache, Jean-Pierre-Fourré, Denis Durand, Denis Billon, Eric Ferrand, Lucien Jallamion, Jean-Louis Frémaux, Jean-Claude Chailley, Claude Nicolet, Luc Schaffauser, Jean-Baptiste Bouis, Michel Jallamion, Pascal Morvan, Marcelle Remérand, Jean-Michel Convent, Marianne Journiac, Christian Lefebvre, Eric Vallet, André Ayella, Philippe Reig, Françoise Salignac, Bernard Ferrando, Anne-Marie Forget, Françoise Lausanne, Anthony Brondel.

Pour signer, envoyer un courriel à : rdlurais36@gmail.com
avec vos prénom, nom, département, profession.
Site : www.rencontresdelurais.fr (site en cours de mise à jour)